

## ABDELMADJID ATTAR, ANCIEN PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE SONATRACH :

# «Il n'y aura pas de répercussions graves sur l'économie nationale»

**L'ancien président-directeur général de la Sonatrach estime que l'arrêt du complexe de Tigantourine aura un impact minime sur les recettes nationales d'hydrocarbures. Pour Abdelmadjid Attar, British Petroleum et Statoil, les deux partenaires de la compagnie nationale, ne devraient pas se retirer définitivement de ce projet.**

Entretien réalisé par Tarek Hafid

**Le Soir d'Algérie :** Au-delà des objectifs sécuritaire et politique, l'attaque terroriste contre le complexe de traitement de gaz et de condensat a également un objectif économique. En cas d'arrêt prolongé, quelles seraient les répercussions pour l'économie algérienne ?

**Abdelmadjid Attar :** Au point de vue sécuritaire, il est évident que le classement de l'Algérie va en pâtir avec ce qui vient d'arriver et tout ce qui en découlera en matière de partenariat dans le secteur pétrolier et peut-être d'autres secteurs. Mais je ne pense pas qu'il puisse y avoir des répercussions graves sur le poids des hydrocarbures dans l'économie algérienne, du moins pour le moment. Seul le complexe attaqué connaîtra probablement un ralentissement de sa production de gaz et de condensat dans la mesure où il faudra un certain délai pour réparer les dégâts matériels et humains qu'on ne

connaît pas encore. Il faut se rappeler que ni les nationalisations de 1971, ni les années de terreur des années 1990 et particulièrement les grèves du début des années 1990 n'ont jamais pu arrêter la production des hydrocarbures en Algérie ou ses exportations. Car l'essentiel des hydrocarbures est produit par la Sonatrach seule dans des régions parfaitement maîtrisées comme Hassi R'mel, Hassi Messaoud, et le bassin de Berkine.

**Que représente Tigantourine dans le système de production de gaz de la Sonatrach ?**

La zone située au sud d'In Aménas ne renferme que 6 à 7% des réserves algériennes en gaz et condensat et moins de 3% des réserves en pétrole. Je ne connais pas la production exacte du complexe de Tigantourine mais elle ne doit pas dépasser les 4 à 6 milliards de mètres cubes de gaz par an et un peu de condensat/GPL, ce qui permet de prévoir un très faible impact sur la production



Abdelmadjid Attar.

algérienne sur une période qui va dépendre de la suite du déroulement de cette tragique affaire.

**Quelle pourrait être la réaction de BP et de Statoil, les deux partenaires de la Sonatrach ? Va-t-on vers un retrait de ces deux compagnies ?**

Je ne pense pas non plus que ces compagnies puissent se permettre un retrait définitif après un investissement aussi important qui correspond à pratiquement la moitié de leurs investissements en Algérie entre la région d'In Aménas et celle d'In Salah. On ne peut pas arrêter du jour au lendemain le fonctionnement et l'exploitation d'un gisement de gaz ou de pétrole parce que les pertes risquent d'être énormes pour toutes les parties. Il va peut-être y avoir une période de flottement au cours de laquelle c'est l'organisation, les moyens humains, les moyens de protection, qui seront

nécessairement revus, et cela se traduira par un coût supplémentaire bien sûr.

**Suite à cette affaire, doit-on craindre un départ massif des ingénieurs étrangers travaillant dans le secteur de l'énergie ? Quels seraient les effets d'une telle situation ?**

Cela est possible partiellement et pour une courte période au niveau du complexe de Tigantourine lui-même ou d'autres dont les conditions de sécurité peuvent être jugées insuffisantes ou inadéquates, mais sans influence sur les capacités de production actuelles. Il faudra par conséquent faire appel au maximum des compétences algériennes disponibles. Le problème sera alors de les mobiliser à partir des moyens propres de la Sonatrach, qui sont déjà limités je crois, mais il faudra faire avec. Globalement, l'impact négatif ne

sera pas sur l'exploitation actuelle, mais sur l'attractivité de l'Algérie au point de vue partenariat en matière d'exploration. Il en sera de même pour les projets de développement en cours dont on peut craindre un ralentissement, et par conséquent, un retard à l'avenir sur les démarrages de production à moyen terme.

**Les autorités algériennes doivent-elles revoir les procédures de protection des sites de production d'hydrocarbures ?**

Nous avons affaire à la plus grosse catastrophe depuis 1990 dans le secteur pétrolier dont il faut rapidement tirer les leçons. Les procédures et les moyens de sécurité ont énormément évolué depuis une décennie, et il n'y a pas un seul site pétrolier qui ne soit protégé par d'énormes moyens humains et matériels mis à disposition par les services de sécurité en plus des moyens propres aux compagnies. C'est d'ailleurs une obligation stricte, y compris pour les déplacements dont l'escorte est obligatoire. La protection dans les sites et tout autour est déjà importante en moyens et en coûts mais nécessite des améliorations et une adaptation à chaque cas particulier. C'est l'affaire des spécialistes et d'une bonne coordination entre opérateurs pétroliers et services de sécurité. Je ne suis pas un spécialiste de la sécurité, mais à mon avis ce qui doit surtout être revu et renforcé, c'est l'accès de loin aux sites pétroliers. C'est plus un moyen de surveillance que de défense. Ce n'est pas facile non plus, mais c'est une nécessité si on veut éviter d'autres situations analogues à l'avenir.

T. H.

## Chronologie des événements

**Mercredi 16 janvier 2013**

Il est environ 5h40 : un groupe terroriste attaque le complexe de traitement de gaz naturel de Tigantourine, à une quarantaine de kilomètres de la ville d'In Aménas, dans la wilaya d'Illizi, à l'extrême sud de l'Algérie.

**12h34 :** l'AFP fait savoir que l'attaque et la prise d'otages ont été menées par des combattants d'Al-Qaïda venus du nord du Mali. «Nous appartenons à la brigade Khaled Aboul Abbas, Mokhtar Belmokhtar», a précisé un des combattants au téléphone à l'AFP.

**18h :** le ministre de l'Intérieur algérien, Daho Ould-Kablia, s'exprime à l'ENTV et fait savoir qu'il s'agit d'un petit groupe d'une vingtaine de terroristes issu de la région, venu à bord de trois 4X4.

**18h09 :** l'AFP qui reprend deux sites d'information mauritanien précise que 41 ressortissants occidentaux dont 7 Américains, des Français, des Britanniques et des Japonais, sont pris en otages. **18h23 :** des Algériens, retenus en otages, sont libérés par petits groupes, selon l'APS.

**Judi 17 janvier 2012**

**12h :** le groupe terroriste tente de quitter le complexe gazier en prenant avec lui des otages de nationalités étrangères, les forces spéciales de l'armée algérienne lancent l'assaut.

Durant tout l'après-midi, une campagne de désinformation se basant sur des sites internet mauritaniens, souvent utilisés par les terroristes, fait état d'un carnage après l'assaut de l'armée algé-

rienne. Des chaînes de télévision annoncent plusieurs morts parmi les otages de nationalités étrangères.

**19h30 :** Le ministre de la Communication algérien, Mohamed Saïd, intervient sur la Radio Chaîne III et affirme que le groupe terroriste vient de Libye. Le ministre fait état d'un nombre important d'otages libérés et quelques morts et blessés, expliquant qu'il n'était pas possible pour l'instant d'en déterminer le nombre.

**21h15 :** l'assaut mené par les forces spéciales de l'armée algérienne pour libérer les otages du groupe terroriste prend fin, selon l'APS.

**Vendredi 18 janvier 2012**

**9h :** finalement, l'opération est toujours en cours, selon les déclarations du Premier ministre britannique. Aucun bilan officiel ne précise encore les pertes en matière de vies humaines.

**11h20 :** un avion américain s'est posé sur l'aéroport d'In Aménas pour évacuer les ressortissants des Etats-Unis.

**12h05 :** British Petroleum fait savoir que trois vols ont évacué des centaines de personnes à partir de l'aéroport d'In Aménas.

**14h :** l'APS fait savoir que près de 650 otages, dont 573 Algériens et plus de la moitié des 132 otages étrangers, ont été libérés.

**Fin d'après-midi :** selon l'AFP, une source sécuritaire affirme que 639 otages, dont plus de 66 étrangers, ont été libérés.

M. M.

## Ce qu'il faut savoir sur le site gazier de Tigantourine

Elle est située dans le sud-est désertique de l'Algérie, à 1 300 km d'Alger et une centaine de kilomètres de la frontière libyenne. C'est un site très isolé à 40 km de la ville d'In Aménas. Centre de quatre gisements de gaz voisins (Tigantourine, Hassi Farida, Hassi Ouan Abecheu et Ouan Taredert), elle est reliée par trois gazoducs de 110 kilomètres de long au réseau de transport gazier algérien. Comme dans de nombreux gisements pétroliers ou miniers situés dans des régions reculées, l'usine a une base de vie pour héberger et nourrir des employés du site, située à 3,7 kilomètres. Celle-ci est gérée par la société française CIS Catering, basée à Marseille. «Nous sommes le premier employeur de la zone parmi les sociétés étrangères», explique à l'AFP Régis Arnoux, son P-dg, avec 150 employés locaux sur le site. «Nous apportons des services d'hôtellerie, de restauration et de facilities management (services aux entreprises comme secrétariat, prestations tech-

niques...)» Très proche de la frontière libyenne, la zone est particulièrement isolée, en plein désert du Sahara. Son ravitaillement se fait depuis la ville de Hassi Messaoud, à plus de 850 kilomètres de là, selon CIS, avec des provisions pour «15 jours/1 mois», selon l'entreprise. Entre l'usine et la base de vie, se trouve également un camp militaire, visible sur les images satellites, dans une zone classée «zone d'exclusion», c'est-à-dire en théorie non accessible sans laissez-passer des autorités algériennes. Le site ne doit pas être confondu avec une raffinerie Sonatrach dans les faubourgs d'In Aménas (15 000 habitants).

**Qui l'exploite, qui y travaille ?**

Le site est exploité depuis 2006 par le géant pétrolier britannique BP, le norvégien Statoil et la Sonatrach algérienne. Le complexe industriel emploie au total environ 700 personnes, dont une majorité d'Algériens. La plupart sont des sous-traitants, selon des sources industrielles, même si le

nombre exact de personnes présentes sur le site au moment de l'assaut reste incertain. Environ une vingtaine d'expatriés de BP travaillent sur le site, Statoil ayant lui 17 salariés au moment de l'assaut mercredi, dont 12 sont «affectés» par la prise d'otages. L'usine de traitement de gaz elle-même a été construite par une coentreprise entre le japonais JGC et Kellogg, Brown and Root, une filiale de l'américain Halliburton, ce qui pourrait expliquer la présence de Japonais et d'Américains parmi les otages. L'usine traite du gaz dit «humide» (+wet gas+), c'est-à-dire contenant des condensats liquides semblables au pétrole brut.

L'ensemble du projet mené par BP, Sonatrach et Statoil représente un investissement de près de 2 milliards de dollars, avec une production théorique de 9 milliards de mètres cubes de gaz par an, soit environ 12% de la production algérienne, et 50 000 barils de condensats par jour.

In Expansion